

1.1 Les différents niveaux et champs d'observation de l'appareil productif en France

L'analyse de l'appareil productif peut s'effectuer à quatre niveaux d'observation différents, chacun d'eux pouvant avoir sa pertinence selon le phénomène économique à décrire. Le premier niveau d'observation, l'**établissement**, se situe au plus près du lieu de production. En effet, il s'agit d'une unité de production de biens et services localisée géographiquement sur un territoire (par exemple, une boulangerie, un entrepôt, une exploitation agricole, ou encore un site de production industrielle). Au 31 décembre 2020, 7,9 millions d'établissements sont répertoriés comme actifs et implantés en France, dont 20,3 % en Île-de-France ► **figure 1**.

Chaque établissement est juridiquement relié à une **unité légale**, le second niveau d'observation de l'appareil productif. Au 31 décembre 2020, 7,1 millions d'unités légales ayant au moins un établissement actif en France sont répertoriées. Chacune de ces unités légales peut se réduire à un seul établissement ou en rassembler plusieurs : par exemple, des boulangeries localisées dans trois villages voisins constituent autant d'établissements pouvant dépendre juridiquement de la même unité légale. En 2020, 95 % des unités légales sont mono-établissement. En outre, les unités légales peuvent prendre diverses formes juridiques. Ainsi en 2020, 55 % des unités légales sont des **entreprises individuelles** (personnes physiques), les autres étant des **sociétés** (personnes morales), en majorité des **sociétés à responsabilité limitée (SARL)** ; 18 % des unités légales) et des **sociétés par actions simplifiée (SAS)** ; 13 %) ► **figure 2**. À chaque statut juridique correspond un cadre légal de l'entreprise spécifique en matière de responsabilité des associés, de capital social, de régime social et fiscal, etc.

Si chaque unité légale est considérée **indépendante** sur le plan juridique, un troisième niveau d'observation, celui du **groupe** de sociétés, tient compte des liens financiers pouvant exister entre les différentes unités légales. Sur le plan statistique, il y a autant de groupes que d'ensemble d'unités légales reliées entre elles par des participations majoritaires au capital, ces unités légales constituant alors

le **noyau dur** du groupe. En 2020, 159 200 groupes sont répertoriés en France ► **figure 3**. Au total, ils sont constitués de 645 000 unités légales (sociétés « **tête de groupe** » ou **filiales**), dont près de neuf sur dix sont françaises. Dans la majorité des cas, il s'agit de petits groupes : en 2020, le noyau dur de 59 % des groupes ne comprend que deux unités légales. À l'opposé, 249 grands groupes, firmes multinationales, ont un noyau dur constitué de plus de 100 unités légales implantées en France. Une très grande majorité des unités légales ne sont pas dans le noyau dur d'un groupe, elles sont dites « indépendantes ».

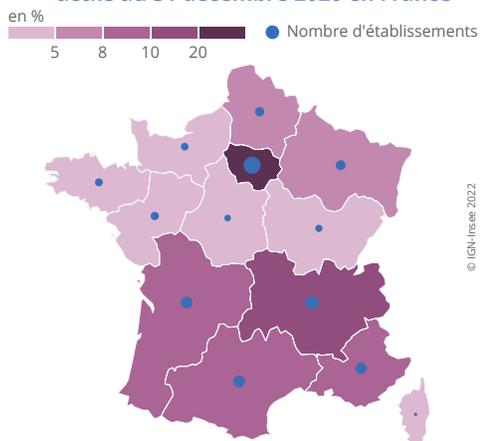
L'analyse du système productif implique de disposer de données comptables cohérentes et harmonisées sur des entreprises actives du secteur marchand, ce qui restreint le champ d'unités légales par rapport à celui mentionné ci-dessus. Le dispositif d'Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (Ésane), au cœur de cet ouvrage, couvre ainsi les sociétés et entreprises individuelles, **marchandes et productives**, non agricoles et non financières, qui constituent le **champ de la statistique structurelle d'entreprises** à l'Insee. En 2020, ce champ couvre 4,5 millions d'unités légales, correspondant à 4,8 millions d'établissements ► **figure 4**.

Afin de disposer d'entités jouissant d'une réelle autonomie de décision, notamment en ce qui concerne les décisions stratégiques (en matière d'organisation, d'innovation, de développement, etc.), un quatrième et dernier niveau d'observation a été créé, l'**entreprise** au sens de la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) de 2008. En 2020, le champ de la statistique structurelle d'entreprises compte 4,2 millions d'entreprises. Une entreprise correspond le plus souvent à une unité indépendante ou au noyau dur des unités marchandes et productives de la partie française d'un groupe. Seuls les grands groupes avec des activités diversifiées peuvent être scindés en plusieurs entreprises distinctes, chacune d'entre elles correspondant à un segment autonome du groupe. Parmi les plus grands groupes, 60 sont découpés en 110 entreprises au total. ●

► Définitions

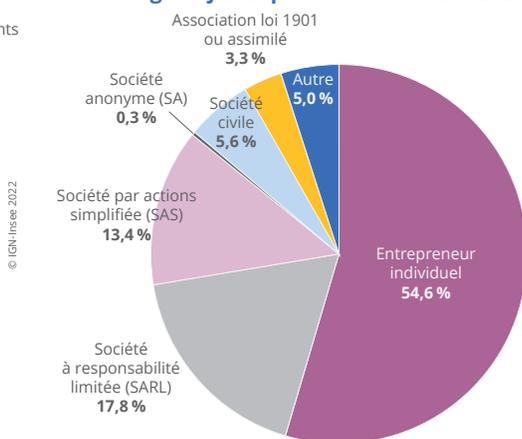
Établissement, unité légale, unité légale indépendante, entreprise, entreprise individuelle, société, société à responsabilité limitée (SARL), société par actions simplifiée (SAS), groupe, noyau dur, tête de groupe, filiale, unité marchande, unité productive, champ de la statistique structurelle d'entreprises : voir Glossaire.

► 1. Répartition régionale des établissements actifs au 31 décembre 2020 en France



Note : la région correspond à celle de l'implantation de l'établissement.
Lecture : au 31 décembre 2020, 4,0 % des établissements français se situent en Normandie.
Champ : ensemble des unités marchandes participant au système productif et des unités employeuses, hors défense.
Source : Insee, Sirus 2020.

► 2. Répartition des unités légales selon la catégorie juridique au 31 décembre 2020



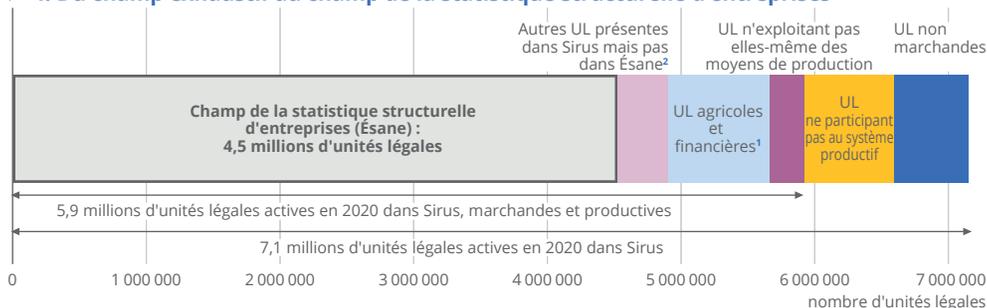
Lecture : 13,4 % des unités légales ayant un établissement actif au 31 décembre 2020 sont des sociétés par actions simplifiées (SAS).
Champ : ensemble des unités marchandes participant au système productif et des unités employeuses, hors défense.
Source : Insee, Sirus 2020.

► 3. Répartition des groupes de sociétés selon le nombre d'unités légales dans leur noyau dur en 2020

Nombre d'unités légales présentes au sein du noyau dur du groupe	Nombre de groupes	Part (en %)
2 unités légales	93 687	58,9
3 unités légales	28 813	18,1
4 unités légales	13 152	8,3
5 unités légales	7 007	4,4
6 à 10 unités légales	10 804	6,8
11 à 50 unités légales	5 099	3,2
51 à 100 unités légales	397	0,3
Plus de 100 unités légales	249	0,2
Ensemble	159 208	100

Lecture : en 2020, 249 groupes possèdent plus de 100 unités légales dans leur noyau dur.
Champ : groupes de sociétés implantés en France.
Source : Insee, Lifi 2020.

► 4. Du champ exhaustif au champ de la statistique structurelle d'entreprises



1 À l'exception des *holdings* financières, des auxiliaires de services financiers et d'assurance et des exploitations forestières.
2 Les critères retenus pour qualifier le caractère actif ou non d'une unité légale peuvent différer entre Ésane et Sirus.
Lecture : en 2020, le champ de la statistique structurelle d'entreprises est de 4,5 millions d'unités légales.
Champ : champ de la statistique structurelle d'entreprises (Ésane).
Source : Insee, Ésane, Sirus 2020.